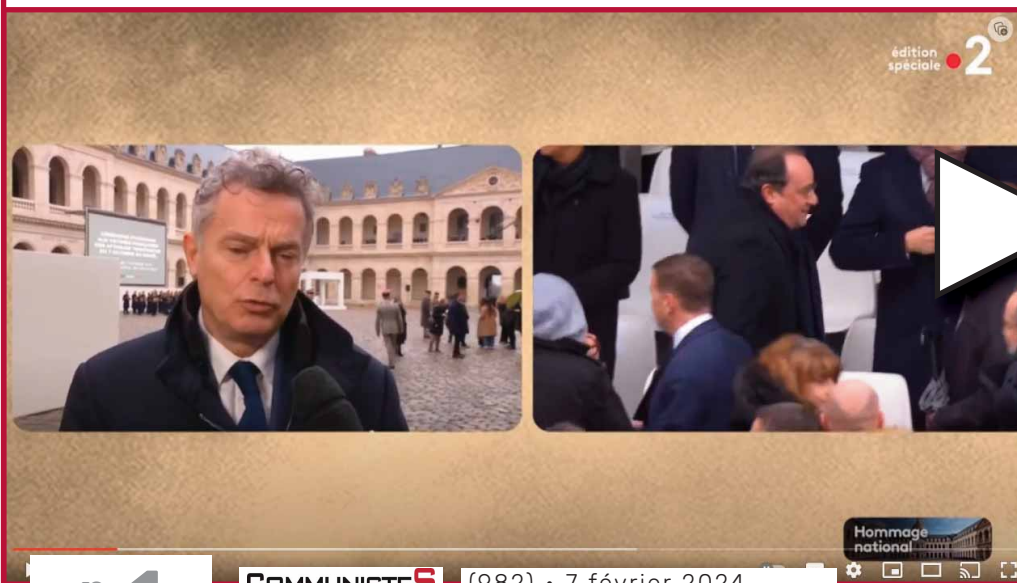


Agriculture : Un pacte d'avenir (p. 5)

COMMUNISTES

Européennes : Un grand espace politique (p. 3)



Vidéo

Fabien
Roussel -
Hommage
national aux
victimes du
7 octobre

Aventuriers

Tout le monde (ou presque) a entendu parler du scandale provoqué par le parti allemand Alternative pour l'Allemagne (AFD) qui exige de débarrasser l'Allemagne de centaines de milliers d'étrangers et d'« Allemands non assimilés », de restaurer ainsi l'homogénéité ethnique du peuple allemand. Ce que l'on sait moins c'est que dans le cadre du Parlement européen, l'AFD est le parti frère du RN de Le Pen/Bardella, ces deux partis étant les coanimateurs du groupe parlementaire d'extrême droite ID, Identité et Démocratie, un repaire d'aventuriers antisémites et de provocateurs nationalistes. Le Pen/Bardella n'ont sans doute pas encore eu le temps de dire à leurs Kamarades de porter la cravate, d'être présentable et d'oublier cette vilaine manie de dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,

faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

PCF - Parti Communiste Français
Public

Opération vérité sur les salaires !

à Matignon pour déposer

- ★ France smicardisée / Opération vérité sur les salaires !
- ➔ Pour répondre à la crise qui sévit et plonge des millions de travailleuses et de trav... En voir plus

8 février, à partir de 11h30 : Hommage aux victimes de Charonne. Hommage à 11h30 au métro puis, à 13 h, dépôt d'une gerbe au cimetière du Père-Lachaise

8 février, à partir de 18 h : Débat sur le logement « Le Blanc-Mesnil 2030, 40 000 habitants de plus. Comment allons-nous pouvoir vivre ensemble ? », avec Soumya Bourouaha, Didier Mignot et Fabien Gay. Ferme du Petit-Groslay, Le Blanc-Mesnil (93)

8 février, à partir de 18h30 : Débat sur les prochaines élections européennes, suivi par un apéritif dinatoire organisé par la section José-Marti. Réservations au 0670521932 ou pcf.pignan@orange.fr. Caves du Château de Pignan (34)

9 février, à partir de 14 h : La Fondation Gabriel-Péri organise une après-midi d'étude (14 h-18 h), sous la présidence de Pierre Ouzoulias, ayant pour thématique L'Affiche Rouge et les FTP-MOI. Attention, l'inscription est obligatoire pour accéder au Palais du Luxembourg : inscription@gabriel-peri.fr. Palais du Luxembourg (75006)

9 février, à partir de 18 h : Débat contradictoire « Emploi, industrie, services publics : comment reprendre la main en France et en Europe ? », avec la présence pour le PCF de Frédéric Boccara, pour LR de Mathieu Darnaud, 1^{er} vice-président du Sénat, et pour le PS de Hervé Saulignac. Salle Paul-Avon, Le Teil (07)

9 février, à partir de 18 h : La section PCF de La Ciotat et le groupe d'opposition municipale « La Ciotat Nous Rassemble » organisent un débat autour de la menace de fermeture qui frappe l'agence locale de la Sécurité sociale, que la CPAM13 souhaite fermer. En présence de Jean-Marie Angeli et Benjamin Sablier, syndicalistes CGT CPAM, Karim Ghendouf, conseiller municipal, et Sébastien Madau, secrétaire de section de La Ciotat. Section de La Ciotat, 130 avenue Gallieni (13)

9 février, à partir de 18h30 : Conférence-débat dans le cadre de la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian organisée par la section PCF de Romans-sur-Isère. Cette soirée sera animée

par Gérard Streiff, auteur du livre *Missak et Mélinée Manouchian : un couple en Résistance*. Salle Charles-Michels, Romans-sur-Isère (26)

10 février, à partir de 15h30 : Vœux de Marie-Claire Arasa, conseillère départementale de l'Essonne. Salle Pablo-Neruda, Morsang-sur-Orge (91)

10 février : La section de Nantes du PCF organise une journée de formation sur l'Europe avec Charlotte Balavoine, responsable Europe au PCF, et trois autres intervenants. Nantes (44)

15 février, à partir de 17h30 : Les communistes de la CASA (Communauté d'agglomération Sophia Antipolis) organisent une journée d'hommage à Missak et Mélinée Manouchian et aux FTP-MOI. Au programme : projection d'un film retraçant l'histoire du « Groupe Manouchian », débats et échanges, exposition photos et documents, stands d'associations, buffet... Espaces du Fort Carré, Antibes (06)

20 février, à partir de 19 h : « Avec Manouchian » : Table ronde : Astrig Atamian (historienne), Olivier Barbarant (poète), Pascal Convert (artiste, auteur), Didier Daeninckx (romancier), Pierre Dharréville (député), Georges Duffau-Epstein (*Souvenir des fusillés du Mont-Valérien*), Serge Wolikow (historien) ; Manouchian poète – avec le concours de la revue *Europe* - dialogue entre Stéphane Cermakian (traducteur des poèmes de Manouchian, éd. du Seuil) et Jean-Baptiste Para (poète, traducteur, directeur de la revue *Europe*). Lectures par Serge Avédikian. Temps musical. Pierre Dharréville, Chouchane Djergaian & Guillaume Garnier de Barros. Siège national du PCF (75019)

21 février, à partir de 10 h : Hommage des communistes à Manouchian : Ouverture, Igor Zamichiei coordinateur de l'exécutif national du PCF ; Le PCF et l'internationalisme, Yvette Lucas, Amicale des vétérans ; Les communistes et la nation France, Assan Lakehoul, secrétaire général du MJCF ; Les communistes dans la Résistance et les conquêtes de la Libération, Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur des Hauts-de-Seine. Au siège national du PCF (75019)

Européennes : un grand espace politique

Extraits du rapport de Pierre Lacaze

J'ai souhaité énumérer quelques éléments du débat politique car je pense que c'est ce contexte qui doit conforter le choix à faire aujourd'hui pour une liste de rassemblement.

Il s'agit bien de proposer une liste de rassemblement, pas la liste du PCF, une liste au-delà du PCF, le rassemblement communiste républicain citoyen, mettant en avant le monde du travail, de la recherche et de la création, l'engagement militant et les territoires de notre pays. Une liste porteuse des luttes sociales et du combat pour la paix. Aujourd'hui, en adoptant notre liste, nous enverrons un signal militant aux forces associatives et syndicales, aux partis de gauche qui parlent de rassemblement mais ne le font pas. Un signal fort de mobilisation des communistes et de leurs partenaires pour s'affronter au capital, à la Commission européenne et pour aller prendre des Bastilles.

Il y a un grand espace politique à occuper, un espace politique bien plus grand qu'on ne le croit. Il faut sortir d'un défaitisme sur l'idée de faire ou pas faire 4 ou 5 %, mais porter une ambition plus grande. C'est ce que donne à voir notre liste. Un rassemblement qui doit parler bien sûr vis-à-vis de l'électorat de gauche, mais aussi vis-à-vis de l'ensemble des Françaises et Français révoltés, en colère, soucieux de mieux vivre, aspirant au changement. Nous savons toutes et tous que jamais depuis des années notre image, le regard porté sur le PCF, l'accueil que l'on nous fait n'ont jamais été aussi importants, en mettant de côté les minorités actives qui nous agressent depuis quelques années et que l'on gêne.

Ce regard nouveau, cette sympathie peuvent être un tremplin pour nous. Dans les quatre mois qui nous séparent du premier tour, nous devons tout faire pour occuper cet espace politique, faire reculer l'extrême droite et la droite, et gagner un très bon résultat pour notre liste. La progression du PCF sera un atout pour l'Europe et le PGE, pour la France et la gauche, mais surtout pour le monde du travail et le mouvement social. Nous sommes aujourd'hui à 4 %, parfois à 3 % ou 6 % dans les sondages, avec d'autres listes de gauche qui vont de 6 % à 9 % ou 10 % et, à ce stade, nous sommes donc dans un même étiage bas et nous devons progresser. Le choix du rassemblement, l'entrée en campagne de nos candidats peuvent nous faire progresser et ne pas limiter nos ambitions.

À gauche, fait du hasard ou marqueur de nos différences de pratiques, l'actualité c'est la liste proposée par la direction du PS qui se déchire avec une forte opposition sur le choix des candidatures ne reflétant pas le choix des territoires. Un PS qui ne rassemble pas et qui s'est rangé derrière Place publique et Glucksman, approuvant sa ligne atlantiste et pro Commission européenne, avec quelques sorties critiques tendant



à parler à l'électorat de gauche. La FI tiendra une convention en mars et reste dans des difficultés internes, notamment sur le rassemblement. EELV peine à lancer sa campagne après avoir démarré tôt. Il y a de l'espace pour nous dans cette situation.

Notre Conseil national aujourd'hui va franchir une étape, enclencher un nouveau moment de campagne, quasiment conclure avant le vote des communistes début mars le processus de travail sur la liste aux européennes ouvert à notre Congrès et confirmé lors du CN de septembre 2023. Processus de travail collectif auquel notre conférence européenne du 14 octobre et le Conseil national qui suivait avaient indiqué un mandat clair, en lien avec les choix des communistes au Congrès : travailler à une liste de rassemblement pour les élections européennes de juin 2024 sur la base du projet porté par le PCF avec Léon Deffontaines comme tête de liste. Une liste ouverte à d'autres forces politiques et à la représentativité du mouvement social. Le vote massif des communistes pour Léon comme tête de liste dans le cadre de cette stratégie a confirmé l'adhésion des communistes à 90 % à cette démarche.

Aujourd'hui, je considère que nous avons rempli le mandat aussi à 90 % et je propose, au nom de l'exécutif national, que nous passions à une étape supplémentaire en adoptant la liste qui sera proposée au vote des communistes et en permettant à nos candidats et candidates de se mettre en campagne avec Léon et nos partenaires. C'est une très belle liste, avec des profils d'hommes et de femmes qui couvrent le champ politique que nous souhaitions pour ces élections et qui met en avant, en politique ou du point de vue syndical, de beaux engagements individuels et collectifs. ✨

Extraits du Rapport de Sébastien Laborde

Pour les enseignants, comme pour les agriculteurs et pour le salarié en général, la conscience des causes profondes de la crise qu'ils vivent dans leur métier et la responsabilité du capital sont à faire grandir. L'heure est à la construction de convergences, à une nouvelle unité des classes travailleuses, un an après le mouvement des retraites qui a engagé beaucoup de salariés et de fonctionnaires, autour de propositions qui rassemblent parce qu'elles répondent aux besoins, affrontent les intérêts capitalistes, pointent sa responsabilité.

Notre campagne contre la vie chère et contre le coût du capital, sur l'emploi, sur la rémunération et le pouvoir d'achat doit prendre en compte cette double dimension et ouvrir des perspectives de changement réel en France et en Europe.

Au travers des marges de la grande distribution, c'est la question du partage de la valeur ajoutée qui est posée, tout comme au travers du développement des services publics, c'est celle de la part du PIB engagée comme pour l'hôpital et l'école notamment.

La crise appelle bien évidemment à un autre partage de la valeur ajoutée, mais plus profondément une autre orientation de la création de richesses, pour répondre aux besoins de la population et faire face au défi de la transition écologique. Cela appelle dans les luttes à gagner de nouveaux pouvoirs de gestion pour les salariés, les élus et les citoyens et aussi une réorientation du crédit, du rôle des banques pour relever les défis de la transformation de l'appareil productif et le développement des services publics.

Notre campagne déterminée contre la vie chère s'inscrit dans cette ambition et a maintenant atteint une ampleur remarquable, comme en témoignent les nombreuses initiatives entourant notre pétition sur le pouvoir d'achat. À ce jour, grâce à l'engagement des fédérations, nous avons recueilli des dizaines



[Lien vers la vidéo de l'événement](#)

— CONSEIL NATIONAL 3-4 FÉVRIER —

de milliers de signatures, preuve de l'impact et de la pertinence de nos propositions qu'il s'agisse de l'indexation des salaires sur l'inflation, d'une augmentation significative des salaires et des pensions, ainsi que de l'adoption de politiques équitables en matière de taxation et de fixation des prix. Aujourd'hui, nous passons à une nouvelle étape de cette campagne avec l'opération « Vérité sur les salaires ». En invitant les citoyennes et citoyens à partager leurs bulletins de paie, nous pouvons illustrer le fossé grandissant entre les bénéficiaires du capital et les revenus du travail, sur lesquels pèse le coût du capital. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : alors que les dividendes versés aux actionnaires ont presque doublé, passant de 51 milliards en 2018 à 97 milliards en 2023, le nombre croissant de travailleurs percevant le Smic témoigne d'une précarité profondément enracinée et en augmentation constante.

Nous rappelons avec cette pétition que ceux qui sont au cœur de la production des richesses de notre pays ne peuvent plus vivre dignement de leur travail, écrasés par des salaires insuffisants et une inflation incessante. Voilà le message que nous porterons cet après-midi devant Matignon. Et cette opération est bien plus qu'un simple geste symbolique. C'est un appel à intensifier notre action en direction de la population, de celles et ceux qui luttent en particulier et à l'approche des élections européennes alors que c'est la première préoccupation de nos concitoyens et que leur vote en juin se fera aussi au travers de l'appréciation des réponses que les différentes listes apporteront à cette question.

Cela nous invite à pousser les feux sur ces questions, ne soyons pas en dessous, notre campagne contre la vie chère permet la multiplication des prises de contact et le renforcement de notre parti.

Dans ce contexte et c'est mon dernier point, l'extrême droite prospère, partout en Europe et en France notamment. Tout autant par la réussite de sa stratégie que par la faiblesse de la gauche et son incapacité à aborder l'ensemble des sujets avec des propositions cohérentes en phase avec les attentes populaires.

Il nous faut tout à la fois combattre les choix du gouvernement et stopper la progression de l'extrême droite sous peine de le payer cher en juin, en 2026 et en 2027.

Bien entendu, il s'agit de dénoncer le caractère raciste et xénophobe de la loi immigration et le programme du RN, celui de la préférence nationale, des discriminations envers la population étrangère contenues dans le programme du RN.

Mais le combat contre l'extrême droite ne peut rester limité à une lutte au nom de valeurs.

Il faut aussi dénoncer le caractère néolibéral de son programme, en pointant ce que font ses alliés, en Italie avec les privatisations et les reculs de droits sociaux par exemple, et comment il sert en France les intérêts du capital et du patronat, des grands propriétaires s'agissant de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, de l'enseignement privé, du patronat, comme l'a fait Léon Deffontaines au travers de plusieurs interventions sur les réseaux notamment.

Nous devons dénoncer la nature profondément néolibérale de ses réponses

aux exigences sociales sur les salaires, les pensions, les retraites, la Sécurité sociale et l'emploi et aussi en matière de lutte contre les discriminations.

C'est le rôle que s'assigne le groupe de lutte contre l'extrême droite qui s'est mis au travail depuis quelques semaines. Il va mettre à votre disposition avec l'apport des secteurs de travail des fiches thématiques. Mais il s'agit aussi de prendre en compte le sentiment de déclassement qui touche des catégories nouvelles des classes travailleuses et qui est le levier le plus puissant actuellement pour l'extrême droite. Il s'agit donc de combattre les divisions malsaines et construites idéologiquement, entre Français et étrangers, entre ruraux et urbains, entre travailleurs et privés d'emplois. Mais l'abstention ou la montée du RN se nourrissent de la perte de sens par rapport au travail, de la faiblesse du niveau de conscience de la responsabilité du capital sur les crises et la faiblesse de la conscience de la classe travailleuse de sa capacité à dépasser ces crises à partir de réponses à ses propres intérêts.

À ce sentiment de déclassement, le RN répond par l'affirmation de vouloir protéger les salariés français et cela se traduit par l'acceptation de solutions autoritaires, néolibérales qu'incarne l'extrême droite, à l'inverse du néolibéralisme désincarné et technocratique du macronisme. Quand Macron parle au nom de l'évidence, avec mépris, il parle au nom de la classe dominante, tandis que le RN affirme une véritable volonté politique au nom du peuple et de ses intérêts. Les conséquences sont redoutables.

C'est une stratégie électorale « attrape-tout » qui lui permet de faire illusion et de progresser dans toutes les catégories de salariés, mais qui se révèle aussi d'une grande fragilité si l'on la combat bien. Nous devons considérer l'électorat d'extrême droite comme un agglomérat, un empilement d'électorats aux motifs différents et non à un corpus idéologique homogène et solide dont le seul pilier idéologique serait le racisme.

Comment incarner politiquement de façon progressiste cette traduction politique du besoin de respect, de protection, et d'être entendu ? C'est la question qui nous est posée.

L'avancée du RN interroge notre capacité à mener ce qu'on appelait un "travail de masse", incluant implantation, nombre, structuration et aussi le rôle des communistes dans les "organisations de masse", le monde associatif

notamment dont on sait qu'il est un rempart puissant contre l'extrême droite à l'échelle de communes, alors que nous sommes à deux ans des prochaines municipales.

Elle interroge enfin notre capacité à nous adresser au plus grand nombre dans une visée stratégique qui dépasse la seule question des élections. Pas seulement au travers de médias, des réseaux, comme le font très bien Fabien, Léon, Ian et d'autres, mais aussi en s'appuyant sur notre implantation de proximité, en la renforçant dans les entreprises, les quartiers, les villages, dans le rapport direct, humain et régulier, en développant l'action militante de terrain qui est irremplaçable. ✪



Comment la section d'Ivry a préparé l'initiative sur les salaires.

DISTRIBUTION COLLECTIVE & ATELIER BANDEROLES

LUNDI 5 FÉVRIER 2024

- Tram (porte de Choisy) - 17h30 à 19h
• Référente : Janine Hébrard 06.16.59.61.49
- Gare (sortie Ivry-port) - 17h30 à 19h
• Référente : Chantal Bourvic 06.75.18.33.48
- Gare (sortie centre ville) - 17h30 à 19h
• Référente : Corinne Siege 06.84.19.11.24
- Métro (PMC) - 17h30 à 19h
• Référente : Anouk Ziane 06.12.24.14.00
- Métro (mairie d'Ivry) - 17h30
- Atelier confection de banderoles - 19h30 à 22h
• Rendez-vous à la fédération

MARDI 6 FÉVRIER 2024

Initiative collage & accroche des banderoles

→ Rendez-vous à la fédération - 20h

✉ IVRY@94.PCF.FR

Un pacte d'avenir avec tous les agriculteurs de notre pays

15 propositions pour répondre à la crise agricole

L'agriculture européenne et française doit nourrir près de 450 millions d'habitants de l'Union européenne et 68 millions de Français. Mais le modèle agricole actuel est en échec : il ne permet ni de garantir un revenu décent aux agriculteurs, ni d'assurer la souveraineté alimentaire de la France, ni de répondre au défi écologique !

Le constat est simple et accablant : les agriculteurs et agricultrices travaillent pour nous nourrir, mais nombre d'entre eux n'arrivent plus à vivre de leur travail ! Les revenus agricoles sont très bas, autour de 1 100 euros en moyenne nationale, mais avec des disparités très fortes en fonction des productions et des structures. 10 % des éleveurs gagnent moins de 800 euros par mois et 25 % sont sous le seuil de pauvreté. 20 % des agriculteurs ne dégagent quasiment aucun revenu. Rappelons que pour obtenir des revenus aussi faibles, leur temps de travail dépasse souvent 50 à 60 heures par semaine.

Un problème est au cœur de cette situation : les prix. Si les lois Egalim ont permis davantage de transparence sur les coûts de production, elles n'ont pas permis d'en finir avec les marges scandaleuses de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution.

Dans ce contexte, il est clair que la suppression de la détaxe sur le gazole non routier, la hausse du coût de l'énergie qui touche les agriculteurs comme tous les Français et nombre de mesures de la loi de finances 2024 que nous avons combattue au Parlement, ne feront qu'aggraver la crise. Au-delà du recul du gouvernement sur le GNR, il faut annuler toutes les mesures qui rendent la vie toujours plus chère.

Hors l'enjeu des prix et des charges qui pèsent sur le monde agricole, c'est l'ensemble du modèle néolibéral, où le libre-échange règne en maître, qui affaiblit l'agriculture française et détruit l'environnement. Il est d'autant plus urgent de changer de politique que la moitié des exploitations devront être transmises d'ici 10 ans, pour cause de départs en retraite. Si rien n'est fait, elles ne trouveront pas preneur.

Les politiques de l'Union européenne ne protègent pas notre agriculture. Au contraire, elles aggravent la situation, tant par la frénésie du libre-échange que par une Politique agricole commune (PAC) qui encourage la course au gigantisme des exploitations et la spécialisation des producteurs comme des régions agricoles, sans se soucier de garantir des prix rémunérateurs aux agriculteurs, de préserver la biodiversité et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'heure est à un Grenelle de l'agriculture pour construire un pacte d'avenir avec tous les agriculteurs de notre pays,

en les associant directement aux grandes décisions et à la gestion de nouveaux outils d'intervention.

Nos 15 propositions

Nous commencerons par revenir sur l'ensemble des mesures de la loi de finances 2024 qui rendent la vie toujours plus chère : maintien de la détaxe sur le gazole non routier, suppression de la hausse des tarifs de l'énergie et des franchises médicales...

Garantir un travail rémunérateur et une pension digne aux agriculteurs et agricultrices

1 Instaurer des offices publics qui, production par production, seront chargés d'établir un prix plancher, soit un prix minimum versé au producteur. Mettre en place des conférences permanentes territoriales associant la profession agricole, les filières, les pouvoirs publics et la société civile qui permettront la fixation démocratique d'un prix d'objectif, couvrant les coûts de production des agriculteurs. **Instaurer un coefficient multiplicateur entre prix d'achat aux producteurs et prix de vente aux consommateurs** pour encadrer les marges de la grande distribution.

2 Mettre en place un régime public agricole d'assurance et de gestion des risques climatiques, sanitaires et environnementaux, géré par les acteurs de l'agriculture et l'État et non pas par le secteur assurantiel et bancaire privé.

3 Porter toutes les retraites agricoles à un minimum de 85 % du Smic dans un premier temps puis au niveau du Smic.

Protéger nos agriculteurs face à l'ouverture des marchés agricoles

4 Remettre en cause les traités de libre-échange et porter de nouveaux accords de coopération agricole, pour en finir avec les importations de produits alimentaires provenant de pays qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires et environnementales que celles exigées à nos producteurs. Convoquer également en urgence une conférence européenne sur les conséquences agricoles et alimentaires de la guerre en Ukraine.

5 Garantir la traçabilité par l'étiquetage de l'origine pour tous les produits agricoles en imposant l'obligation de la

mention d'origine des produits alimentaires pour tous les produits bruts ou transformés. C'est une exigence indispensable pour défaire l'opacité qui règne dans les échanges et une demande très forte des consommateurs comme des producteurs européens, notamment vis-à-vis des productions extracommunautaires importées.

6 Activer systématiquement les clauses de sauvegarde dès qu'une production française fait face à une distorsion de concurrence en matière sanitaire ou environnementale, et exiger le respect de la réciprocité des normes pour tous les produits entrant sur le marché français.

7 Définir des calendriers d'importation pour protéger les productions françaises en fonction de leur saisonnalité et leur arrivée sur le marché face à des productions importées moins-disantes.

8 Créer une police de la sécurité alimentaire européenne dotée de vrais moyens de contrôle aux frontières, comme à l'intérieur de l'Union européenne, pour un contrôle large et réel de la qualité des produits agricoles commercialisés. Renforcer significativement, dans le même temps, les services publics nationaux de contrôle que sont la Douane et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudeurs (DGCCRF), tout particulièrement en nombre d'agents.

Développer l'agriculture française pour manger sain et à sa faim : objectif 500 000 agriculteurs en 2030 !

9 Doubler les fonds de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs avec une attribution tenant compte des critères d'emploi sur l'exploitation, d'éco-conditionnalité et de durabilité avec l'objectif de permettre plus d'une installation pour un départ. Lancer un grand plan de relance de l'enseignement agricole public et de valorisation des apports de la recherche agronomique jusqu'à l'exploitation, en portant à la fois un soutien spécifique à la formation initiale mais aussi un véritable droit à la formation continue tout au long de la vie professionnelle.

10 Assurer une répartition des aides de la PAC selon d'autres critères permettant d'assurer le maintien et le développement des exploitations familiales et de petite taille : plafonnement et dégressivité des aides en soutenant prioritairement les premiers hectares et en les couplant avec les premiers volumes de production.



11 Créer un fonds alimentaire national doté de 10 milliards d'euros annuels, alimenté par l'État et par une contribution spécifique sur les revenus financiers de l'agro-alimentaire, de l'agrofourmiture et de la grande distribution, pour développer une restauration scolaire et collective avec des productions locales et de qualité à un prix accessible à toutes et tous.

12 Changer le rôle des banques et réorienter le crédit bancaire qui étouffe les exploitants agricoles et les pousse au surinvestissement et au productivisme, avec :

- un grand plan d'installation des jeunes agriculteurs, assorti de prêts à taux négatif sur des critères écologiques et sociaux, refinancés par la Banque centrale européenne ;
- une renégociation des dettes, jusqu'à certaines annulations, conditionnée là encore au respect de critères sociaux et écologiques ;
- une aide à la transformation agro écologique (dont la mise à niveau aux normes environnementales) avec des prêts à taux négatifs, financés par un fonds public de bonification, priviliégiant le secteur mutualiste, refinancé par la BCE, sous condition d'engagements écologiques et sociaux précis, suivis en lien avec les conférences permanentes.

Engager vraiment la transformation agro écologique

13 Soutenir l'élevage herbager au moyen d'une aide couplée spécifique. Les prairies permanentes contribuent en effet au stockage du carbone et abritent une riche biodiversité.

14 Soutenir toutes les pratiques permettant d'améliorer la fertilité et de stocker du carbone dans les sols : polyculture-élevage ; mise en place de couverts végétaux intermédiaires ; agroforesterie...

15 Reconstruire un plan de sortie efficace des usages des pesticides de synthèse et de réduction de notre dépendance aux intrants, sur la base d'un accompagnement systématique de l'ensemble des agriculteurs (intégration des surcoûts économiques et des besoins en travail supplémentaire dans la définition des coûts de production et des prix d'achat, soutien de long terme à la déspecialisation agricole à l'échelle des exploitations comme des régions agricoles). ☒

Européennes 2024 : en France et en Europe, de grands travaux utiles !

Il y a urgence. En France et en Europe, la pauvreté et la précarité progressent et les conséquences du changement climatique s'accroissent. Pourtant, comme l'affirme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) une transformation radicale peut préserver l'habitabilité de la Terre et être bénéfique à toutes et tous.



Pour répondre aux besoins et relever le défi climatique, l'heure est à lancer de grands travaux utiles dans tous les domaines. Ce sera bon pour le climat et pour l'emploi !

Transports, énergie, logement... quels grands travaux lancer concrètement ?

Pour transporter les marchandises, alors que des millions de camions s'entassent jour et nuit sur les routes européennes, développons le fret ferroviaire. Pour sortir des énergies fossiles, pétrole, gaz et charbon, construisons en France les panneaux photovoltaïques, les éoliennes et les réacteurs nucléaires indispensables à un mix nucléaire – renouvelable. Pour permettre à toutes et tous d'être bien logés et bien

chauffés en consommant moins d'énergie, engageons massivement la rénovation thermique des logements, construisons de nouveaux logements de meilleure qualité et développons une filière française et européenne de pompes à chaleur.

L'exemple du Lyon – Turin

Ce qu'on appelle « Lyon – Turin » est en fait un projet de corridor fret méditerranéen pour développer une nouvelle route ferroviaire entre la France, l'Espagne et le Portugal aux autres pays d'Europe, de l'Italie à l'Europe centrale. Il permettra d'enlever au moins 1 million de poids lourds des routes !

Notre liste aux élections européennes s'engage à accélérer ce grand chantier d'avenir au service des intérêts économiques et écologiques de la France.

Léon Deffontaines sera en déplacement en Savoie ces 7 et 8 février pour porter cette ambition lors d'une réunion publique à Chambéry et d'une visite du chantier. ⚡



Un week-end animé pour les communistes ariégeois·es !

Le week-end des 20 et 21 janvier n'a pas été de tout repos pour les communistes de l'Ariège.

Le samedi matin était organisée la cérémonie des vœux de la fédération, qui a rassemblé une cinquantaine de camarades autour des discours de Françoise pour le Parti et de Gabriel pour la JC. À l'image des vœux de Fabien Roussel et des propositions portées par le Parti ces derniers temps, ces deux discours ont souligné l'importance de mettre en place de vraies mesures en direction de la hausse du pouvoir d'achat des Français·es, lourdement diminué par les nombreuses hausses de prix, mais également la nécessité de porter des propositions fortes en faveur de la paix, que ce soit en Europe ou au Proche-Orient. Les deux secrétaires ont également rappelé l'importance qu'allait prendre la campagne pour les élections européennes ces prochains mois. Portée par Léon Deffontaines, notre liste sera une liste d'ouverture, forte de nombreuses candidatures de syndicalistes, de travailleurs·ses et de personnalités issues de mouvements de gauche qui partagent nos idées et nos valeurs. Motivés par ces belles campagnes qui s'annoncent, les camarades ont ensuite pu profiter d'un beau buffet entièrement préparé par plusieurs camarades de la fédération, qui, pour notre plus grand plaisir, n'ont pas compté leurs heures derrière les fourneaux ! Après avoir partagé ce moment fraternel le samedi, les camarades se sont retrouvés le lendemain matin, sous un beau soleil d'hiver, pour dire non à la promulgation de la loi asile-immigration, pensée par Darmanin et votée à l'Assemblée nationale. Fort d'une vingtaine de militant·es PCF venu·es des différentes sections du département et secondé par les camarades de la JC et de plus d'un millier de personnes, le cortège, ouvert par une banderole ras-



semblant toutes les organisations appelant à la marche, s'est élancé dans les rues de Foix. Organisations politiques, associations, syndicats... toutes et tous avaient répondu présent·es pour ce rassemblement à l'appel de 201 personnalités de tous horizons. Gonflés à bloc par ce week-end militant, les camarades sont plus que jamais motivés par l'année de luttes et de campagne électorale qui s'annonce ! ✪

Léna Mons



plein temps

Activité en direction des retraité·e·s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com

PCF

2024, commençons...

N°75 janvier 2024

Aujourd'hui, alors les tensions internationales connaissent un paroxysme, plus de 50 conflits meurtrissent le monde, que les pays d'Europe semblent se résoudre à laisser perdurer la guerre en Ukraine et en Palestine, nous devons ensemble travailler avec détermination et persévérance pour la Paix, pour que tous ces conflits cessent, pour exiger un cessez-le-feu immédiat en Palestine comme en Ukraine.

nombre de pays, comme la France, rentrent dans une économie de guerre, qui détournent les ressources indispensables pour relever les défis actuels.

C'est bien d'une crise de civilisation qu'il s'agit.

Le capitalisme porte la guerre

« Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage... » déclarait Jean Jaurès.

L'état des lieux capitalistes... par un banquier :

« ...Le capitalisme est un système à bout de souffle... Il a conduit à un arrêt de la croissance, une explosion des inégalités, un repli sur soi et une perte de sens collectif ». Mathieu Pigasse, directeur général délégué de la banque Lazard en France.

Un projet de transformation profonde

Nous vivons l'aiguïssement des tensions internationales, la conjugaison explosive d'une guerre économique mondiale et de guerres militaires où

QUELLE CONNERIE LA GUERRE

Jacques Prévert



Les jours heureux

En ce début 2024, souhaitons-nous une année de bonne santé, de bonheur collectif, de force solidaire et de lucidité pour affronter tous les combats qui sont devant nous, pour la Paix et les jours heureux.

Daniel Junker

DANS CE NUMÉRO

- Pouvoir d'achat des retraités : relevons le défi page 2
- PLFSS : un pas supplémentaire vers la mise à mort de la Sécurité sociale. Annoncez gouvernementales, rien que de l'esrouffe page 3
- Loi grand âge : la montagne qui accouche d'une souris page 4

par la PAIX



PCF - Parti Communiste Français
 8 h · 🌐

Soirée d'hommage aux Manouchian

Le Parti Communiste Français organise ce soir à son siège une soirée d'hommage aux Manouchian. Rendez-vous à partir de 19h sur nos réseaux sociaux pour suivre en direct la soirée !

À suivre en direct sur nos réseaux sociaux
Lundi 5 février à partir de 19h
Soirée d'hommage aux Manouchian

Programme :

- Introduction de Fabien Roussel
- Message de Katia Guiragossian
- Table ronde avec :
 Claude Bassi-Lederman (MRJ-MOI),
 Pierre Ouzoulias (Vice-président du Sénat),
 Denis Peschanski (historien),
 Jean-Pierre Sakoun (Unité laïque),
 Jean Vigreux (historien).
- Projection du film de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard, *Nous étions des combattants.*

Missak Manouchian

PCF

[Lien vers la vidéo de l'événement](#)

Gérard Steiff avec Stéphane Bern en préparation d'une émission qui sera diffusée le 21 février sur Europe 1



Gérard Steiff

MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN

Un couple en Résistance

préface de Didier Daeninckx
 postface de Jean-Pierre Sakoun



Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon, le 21 février 2024, du célèbre couple de résistants

21 février 1944, prison de Fresnes. Missak Manouchian écrit à Melinée : « Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. [...] Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. »

Trahi, traqué, arrêté, torturé, jugé par un tribunal militaire allemand avec ses camarades, Missak apparaît au milieu de l'affiche rouge qui recouvre bientôt les murs des villes de France pour attiser la haine contre les « terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques », affiche très vite devenue le symbole du courage et du sacrifice.

Mélinée, sa « petite orpheline bien-aimée », échappera à l'arrestation avec l'aide de la famille Aznavourian. Pour, très vite, reprendre une activité dans la Résistance. Et, après-guerre, entretenir la mémoire des héros des FTP-MOI. Mais les connaît-on si bien, ces deux apatrides portés par le rêve communiste, rebelles qui s'étaient choisis une patrie : la France ? Missak, le poète, l'idéaliste, le « chef de bande ». Mélinée, la compagne, l'organisatrice, la militante. Gérard Steiff entremêle leurs destins dans ce récit : le génocide, l'exil, l'engagement, la clandestinité, la guérilla, l'exécution au Mont-Valérien. Leur amour resté inachevé et leur légende qui n'a cessé de grandir.

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Steiff** a été correspondant à Moscou du quotidien L'Humanité (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines Révolution et Regards. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'Un soldat allemand dans la Résistance française (Oskar éditeur, 2011) et Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de Missak (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse Missak, l'enfant de l'affiche rouge (Rue du monde, 2009) et Avec les Manouchian (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

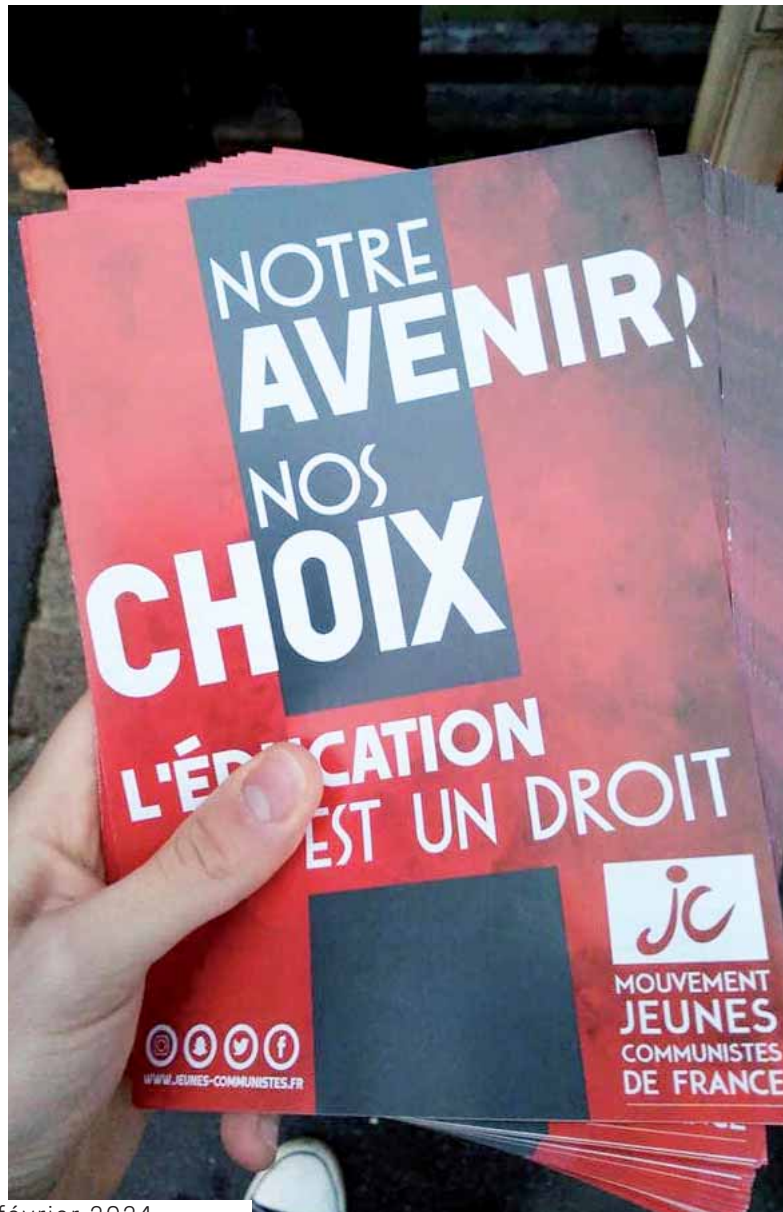
Contact presse : LP Conseils / Patricia Ide Beretti
patricia@lp-conseils.com

Tél : 07 79 82 30 75

Mon Master 2024

A lors que la plateforme Mon master ouvrait ses portes lundi 29 janvier 2024, nous avons fait le bilan de la première année. Bien qu'à première vue les chiffres semblent positifs, la réalité est tout autre. Environ 8 860 étudiantes et étudiants se retrouvent sans Master. Les filières en tension se sont très vite remplies, telles que la psychologie et le droit, laissant les étudiantes et les étudiants dans un choix forcé. En 2024, la création de la phase complémentaire supprimera une semaine de la phase principale. Cette suppression mettra encore plus en difficulté les établissements qui ont déjà peu de temps pour traiter toutes les demandes. En outre, la plateforme 2024 prévoit la promesse d'un contrat en apprentissage au préalable de l'inscription en Master comme une condition nécessaire. Pourtant les entreprises ne sont pas forcément disposées à promettre une embauche à des jeunes sans garantie d'admission en formation. Ce cercle sans fin ne sécurise donc pas le parcours des jeunes. Mon master, à l'image de Parcoursup, est un outil de sélection sociale, excluant du système des milliers d'étudiants et d'étudiantes. Contre cela, nous proposons l'organisation d'ateliers de rédaction de lettre de motivation afin d'aider les étudiants et étudiantes à constituer leurs dossiers. ✨

Léna Raud





Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Mali, Burkina, Niger :

Un départ de la CEDEAO qui vient de loin

Quoi que l'on en pense, le départ annoncé du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) est un évènement historique. L'avenir dira s'il s'agit d'un élément de pression (les statuts de l'organisation prévoient une durée d'un an pour un départ effectif), ou d'un remodelage durable de la sous-région.

Rappelons qu'en 2023, la CEDEAO avait suspendu de ses instances quatre de ses membres (Mali, Niger, Guinée, Burkina Faso, pour cause de putschs). Rappelons également que ce coup de tonnerre n'arrive pas dans un ciel serein. Déjà le 9 juillet 1987, lors d'un sommet de la CEDEAO, Thomas Sankara, président du Burkina Faso, avait déclaré ceci à propos de l'organisation : « Nous devons dénoncer l'impérialisme qui continue de dominer ce genre de structure, qui continue à vouloir régner en Afrique. » Il sera assassiné le 15 octobre de la même année par les forces réactionnaires de son pays avec la complicité de dirigeants de pays voisins et de puissances impérialistes dont la France. Depuis cette époque, force est de constater que rien n'a véritablement changé. La CEDEAO s'avère incapable d'améliorer les conditions de vie de ses habitants et de réduire pauvreté et inégalités. En matière militaire le bilan n'est pas plus reluisant. Et l'absence de mécanismes démocratiques en font une sorte de syndicat des chefs d'États alors qu'il faudrait une « CEDEAO des peuples ».

En septembre 2023, face aux sanctions, Mali, Niger et Burkina Faso (66 millions d'habitants) ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES), accord



par elle. L'aspiration grandissante des populations pour une deuxième indépendance, l'incapacité des pouvoirs français successifs à prendre des mesures de rupture tenant compte de ces aspirations et l'opportunisme de militaires qui ont surfé sur ces aspirations afin de prendre le pouvoir et se construire une base populaire à bon compte parmi les jeunesse urbaines, a achevé de produire la situation actuelle. Après le coup d'État au Niger en juillet 2023, les sanctions et menaces militaires de la CEDEAO, soutenues notamment par la France, n'ont fait que renforcer cette tendance, tout comme les réactions à deux poids et deux mesures concernant les coups d'État constitutionnels et militaires de ses pays membres.

de sécurité collective visant la création d'une union économique, avec une monnaie commune. Ils dénoncent aujourd'hui une CEDEAO soumise à des influences étrangères, l'absence d'aide apportée dans la lutte contre le terrorisme et les conséquences néfastes des sanctions mises en place



L'aspiration des peuples à la souveraineté est irréversible. Raison de plus pour les forces de progrès de saisir cette occasion afin d'agir en faveur d'une politique de progrès sociaux et démocratiques, au risque sinon d'engendrer une déception lourde de dangers. Les chantiers des pays de l'AES comme de la CEDEAO amputée et affaiblie sont immenses en termes de scolarisation, de mise en place de systèmes de santé solidaires, d'industrialisation, etc.

Les communistes ont des propositions en la matière tant du point de vue de la coopération que du soutien à un développement et des choix endogènes. En vue de retrouver une crédibilité et reprendre une initiative dans cette région, la France devrait annoncer des mesures de rupture comme le retrait de ses bases militaires et l'abandon du franc CFA, instruments auxquels le PCF s'est opposé depuis le début des indépendances. Elle doit aussi prendre acte que les États africains, y compris ceux de son ancien « pré carré », diversifient leurs partenariats économiques et militaires. C'est seulement dans ces conditions que notre pays jouera dans la sous-région un rôle utile pour nos peuples respectifs et pour construire de nouvelles coopérations entre peuples souverains. ✪

Collectif Afrique PCF

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA